

RÉDUIRE LES COTISATIONS SOCIALES, ÇA PERMET D'AUGMENTER LES SALAIRES ?

C'est ça la solution !

En 2018, deux cotisations salariales ont déjà été supprimées au profit du salaire net à payer.

De moins de 20€ pour un salarié au SMIC...

Et le pouvoir d'achat a augmenté ?

C'est tout ?

Oui, car l'Etat a augmenté la CSG pour compenser la baisse de recettes engendrées par la suppression des cotisations.

C'est moins de droits pour leurs futurs retraites ou une baisse de la prise en charge en cas de maladie pour eux et leur famille! Surtout, ça affaiblit le système.

Ça change quoi pour les salariés ?

Comment ça ?

Le remplacement des cotisations vers l'impôt fait basculer la protection sociale d'un système solidaire où chacun participe selon ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins, à un système assistanciel qui pousse, ceux qui en ont les moyens, vers un système assurantiel privé.

C'est moins bien ?

Le système de protection social actuel n'est pas soumis à la pression de la rentabilité du privé. Son financement par la cotisation garantit une gestion par les travailleurs dont l'objectif est de répondre aux besoins.

Mais on a encore les moyens de garder notre système de protection sociale ?

En fait, on produit de plus en plus de richesses mais elles sont accaparées par les gros actionnaires au dépend des salaires (et des cotisations qui y sont rattachées).

C'est donc ça qui creuse les inégalités ?

Exactement ! La France est championne du monde en versement de dividendes, alors diminuer leur part dans le partage des richesses, ça permettrait de financer les revalorisations salariales... et la protection sociale !

Non, les cotisations financent la protection sociale.

Oui, les cotisations c'est du salaire différé, redistribué sous forme de droits (retraite, assurance maladie, chômage, accident du travail, famille) quand l'on en a besoin. Si les cotisations sociales venaient à disparaître, les ménages devraient dépenser plus pour espérer conserver le même niveau de protection sociale!

LES PRESTIDIGITATEURS DE L'AUGMENTATION SALARIALE

La formule n'est pas nouvelle. Déjà en 2018, face à la pression sociale, le gouvernement a supprimé les cotisations salariales assurance chômage et maladie pour augmenter le net à payer. Avec 20€ supplémentaire par mois pour un salarié au SMIC on est loin d'un véritable gain de pouvoir d'achat. En fait, le basculement d'une partie du salaire socialisé vers le net à payer a été compensé par une hausse de la CSG. Une sorte de vases communicants où l'on donne du salaire d'un côté pour le récupérer de l'autre. Plus grave encore, ce tour de passe-passe affaiblit les garanties sociales et plus globalement, le système solidaire de protection sociale.

VERS UN SYSTÈME PERDANT-PERDANT ?

Depuis 30 ans, la multiplication des dispositifs (plus de 80) d'exonérations de cotisations assèche les recettes de la protection sociale et se traduit par un recul des droits : baisse des remboursements des frais de santé par l'assurance maladie ou des droits futurs à la retraite... A terme, si les cotisations sociales venaient à disparaître définitivement, les ménages devraient dépenser plus pour espérer conserver le même niveau de protection sociale. Par exemple, pour atteindre une pension de retraite équivalente à 75% du dernier bulletin de salaire, il faudrait placer 2 mois de salaire chaque année sans aucune garantie de restitution. Aujourd'hui, avec le système par répartition, le montant cotisé est de 10€ par mois pour un salaire de 2500€ pour une retraite à 60 ans.

Le remplacement des cotisations vers l'impôt fait basculer la protection sociale d'un système solidaire (où chacun participe selon ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins), à un système d'assistance minimal, financé par l'Etat qui pousse, ceux qui en ont les moyens, à se tourner à un système assurantiel privé.

ET LE PARTAGE DE LA VALEUR AJOUTÉE ?

S'attaquer aux cotisations, c'est fermer les yeux sur l'emprise grandissante des actionnaires sur la valeur ajoutée. En effet, la part de la valeur ajoutée consacrée aux dividendes a presque triplé en 20 ans ! En revanche, celle destinée à la rémunération du travail a diminué (comme celle revenant à l'État via les impôts et taxes). Concrètement, les salaires (et les cotisations qui y sont rattachées) n'ont pas suivi la courbe des profits. Cette sous-rémunération du travail est une source d'explosion des inégalités économiques et sociales.

Sachant que si la part des dividendes versées aux actionnaires du CAC40 en 2016 avait été maintenue au taux de 2009, les entreprises auraient pu accorder plus de 2000€ à ses salariés, la vraie solution pour augmenter les salaires serait d'ouvrir un vrai débat sur l'utilisation de la valeur ajoutée. Qui dit hausse des salaires, dit plus de recettes pour la protection sociale, donc plus de droits! Cette piste est d'autant plus intéressante que la France est championne du monde en versement de dividendes!

LA COTISATION DOIT RESTER UN PILIER DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

La cotisation est le pilier du financement du système de protection sociale français. Elle s'appuie sur la création de richesses par le travail et garantit une gestion par les travailleurs dont l'objectif est de répondre aux besoins. C'est un choix de société qui permet de soustraire la protection sociale aux critères de rentabilité ou à des arbitrages budgétaires de l'Etat.

C'est pourquoi, la CGT demande l'arrêt des exonérations de cotisations (qui représentaient plus de 66 milliards d'euros de manque à gagner pour les caisses de la sécu en 2019) et propose une réforme ambitieuse du financement du système visant à remettre le travail et l'emploi au cœur du modèle productif de l'économie française.

Augmenter les salaires, C'est possible

Augmenter les salaires, C'est possible